

PREMIÈRE PARTIE

PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE

PART I.

DOCUMENTS
OF THE WRITTEN PROCEEDINGS

REQUÊTE

1.

I. — LETTRE DU MINISTRE D'ALLEMAGNE A LA HAYE AU GREFFIER DE LA COUR

Haag, den 3. Juli 1933.

Herr Greffier !

In der deutsch-polnischen Streitsache wegen Anwendung der polnischen Agrarreform auf die deutsche Minderheit in Polen beehre ich mich anbei zu übersenden :

- 1.) die Klageschrift (Requête introductive),
- 2.) den Antrag auf Erlass einstweiliger Massnahmen (Demande en indication de mesures conservatoires)

und zwar je die Urschrift, je 10 mit dem Beglaubigungsvermerk versehene Abdrucke und je 40 unbeglaubigte Abdrucke.

Genehmigen Sie, usw.

(gez.) ZECH.

II. — REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE DU GOUVERNEMENT ALLEMAND

CONCERNANT L'APPLICATION DE LA RÉFORME AGRAIRE A LA
MINORITÉ ALLEMANDE DANS LES VOÏVODIES DE POSNANIE ET DE
POMÉRÉLIE, AINSI QUE LES QUESTIONS CONNEXES.

A Monsieur le Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

Le soussigné, dûment autorisé par le Gouvernement allemand, a l'honneur d'adresser à la Cour permanente de Justice internationale, conformément à l'article 40 du Statut de la Cour; la présente requête du Reich allemand contre la République de Pologne.

En présentant cette requête, le Gouvernement allemand, en sa qualité de Membre du Conseil de la Société des Nations, se prévaut du droit que lui confère l'article 12 du Traité entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne, signé à Versailles le 28 juin 1919, et qui porte :

APPLICATION.

II.—APPLICATION OF THE GERMAN GOVERNMENT INSTITUTING PROCEEDINGS

CONCERNING THE APPLICATION OF THE AGRARIAN REFORM
TO THE GERMAN MINORITY IN THE VOIVODESHIPS OF POSNANIA
AND POMERELIA AND KINDRED QUESTIONS.

[Translation by the Registry.]

*To the Registrar of the Permanent Court of International
Justice.*

The undersigned, being duly authorized by the German Government, has the honour to address to the Permanent Court of International Justice, in accordance with Article 40 of the Court's Statute, the present Application on the part of the German Reich against the Republic of Poland.

In submitting this Application, the German Government, in its capacity as a Member of the Council of the League of Nations, avails itself of the right conferred upon it by Article 12 of the Treaty between the Principal Allied and Associated Powers and Poland, signed at Versailles on June 28th, 1919; this Article runs :

« La Pologne agréée que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations. Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon s'engagent à ne pas refuser leur assentiment à toute modification desdits articles qui serait consentie en due forme par une majorité du Conseil de la Société des Nations.

La Pologne agréée que tout Membre du Conseil de la Société des Nations aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction à l'une quelconque de ces obligations, et que le Conseil pourra procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces dans la circonstance.

La Pologne agréée, en outre, qu'en cas de divergence d'opinions, sur des questions de droit ou de fait concernant ces articles, entre le Gouvernement polonais et l'une quelconque des Principales Puissances alliées et associées ou toute autre Puissance, membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Le Gouvernement polonais agréé que tout différend de ce genre sera, si l'autre Partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice. La décision de la Cour permanente sera sans appel et aura la même force et valeur qu'une décision rendue en vertu de l'article 13 du Pacte. »

Le Gouvernement allemand estime que le Gouvernement polonais a agi contrairement aux obligations qu'il a assumées par les articles 7 et 8 du Traité du 28 juin 1919, en imposant un traitement différentiel au préjudice des ressortissants polonais de race allemande des voïvodies de Posnanie et de Poméranie dans la mise à exécution de sa réforme agraire, notamment dans l'application de sa loi sur la réforme agraire du 28 décembre 1925 ainsi qu'en application de l'arrêté du *Bundesrat* allemand du 15 mars 1918 concernant l'autorisation du transfert des propriétés, et de l'arrêté prussien du 23 décembre 1918 sur le droit de préemption de l'État confirmé et modifié par l'arrêté du Commissariat du Conseil suprême du peuple polonais du 25 juin 1919, par les arrêtés du 29 décembre 1919 et du 18 juin 1920 et par la loi du 23 juin 1921.

"Poland agrees that the stipulations in the foregoing articles so far as they affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, constitute obligations of international concern and shall be placed under the guarantee of the League of Nations. They shall not be modified without the assent of a majority of the Council of the League of Nations. The United States, the British Empire, France, Italy and Japan hereby agree not to withhold their assent from any modification in these articles which is in due form assented to by a majority of the Council of the League of Nations.

Poland agrees that any Member of the Council of the League of Nations shall have the right to bring to the attention of the Council any infraction, or any danger of infraction, of any of these obligations, and that the Council may thereupon take such action and give such direction as it may deem proper and effective in the circumstances.

Poland further agrees that any difference of opinion as to questions of law or fact arising out of these articles between the Polish Government and any one of the Principal Allied and Associated Powers or any other Power, a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations. The Polish Government hereby consents that any such dispute shall, if the other Party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice. The decision of the Permanent Court shall be final and shall have the same force and effect as an award under Article 13 of the Covenant."

The German Government holds that the Polish Government has acted inconsistently with the obligations assumed by it under Articles 7 and 8 of the Treaty of June 28th, 1919, by discriminating against Polish nationals of German race of the voivodeships of Posnanian and Pomerelia, in the carrying out of its agrarian reform, particularly in the application of its agrarian reform law of December 28th, 1925, as also in the application of the decree of the German *Bundesrat* of March 15th, 1918, concerning authorization of the transfer of estates, and of the Prussian decree of December 23rd, 1918, regarding the State's right of pre-emption, as confirmed and amended by the decree of the Commissariat of the Supreme Council of the Polish nation of June 25th, 1919, by the decrees of December 29th, 1919, and of June 18th, 1920, and by the law of June 23rd, 1921.

Le Gouvernement allemand est également d'avis qu'à cet égard la Pologne n'a pas accompli les obligations qui lui incombent en vertu de l'article premier du Traité du 28 juin 1919.

Comme, d'après l'article 35 du Règlement de la Cour, toute requête doit comprendre, outre l'indication de l'objet du différend et des Parties en cause, un exposé succinct des faits et la désignation de la chose demandée, j'ai l'honneur d'exposer brièvement ce qui suit, tout en renvoyant pour les détails des cas concrets au Mémoire à déposer ultérieurement.

Dès l'année 1926, le Gouvernement polonais, en procédant aux mesures prévues par sa loi sur la réforme agraire, a fait contribuer à cette réforme les ressortissants polonais de race allemande dans une mesure excessive et par conséquent différentielle, tant dans le nombre des propriétaires frappés par ces mesures que dans la superficie expropriée, en dressant les listes nominatives des propriétaires à exproprier (années 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1932, 1933) qui seront reproduites à l'annexe du Mémoire, et en exécution des décisions ainsi prises, notamment par l'achat forcé des superficies y inscrites.

En outre, le Gouvernement polonais a traité d'une manière différentielle par rapport à la majorité polonaise un grand nombre de minoritaires allemands, quant à l'étendue de l'expropriation et à la délimitation de la superficie à exproprier. Notamment, il a exproprié des propriétaires minoritaires de race allemande dans des conditions dans lesquelles la loi ne permettait pas l'expropriation, ou dans une mesure ou d'une manière qui ne leur laisse pas la superficie qui est absolument nécessaire pour maintenir l'exploitation productive du restant de leurs terres et des industries agricoles y installées.

Ensuite, le Gouvernement polonais a enlevé dans les différentes années susdites ainsi qu'en 1931 aux ressortissants polonais de race allemande des superficies plus grandes qu'en moyenne aux membres de la majorité polonaise et a fait subir un dommage spécial à un grand nombre de membres de la minorité par une expropriation prématurée.

De même, le Gouvernement polonais a refusé d'attribuer à ceux qui pouvaient y prétendre les parcelles additionnelles prévues à l'article 5 de la loi sur la réforme agraire, ou bien il ne leur en a accordé que dans une mesure beaucoup moindre qu'aux ressortissants de race polonaise.

Quant à la répartition des terres parcellées, les autorités polonaises ont refusé à titre différentiel des lots à des ressortissants polonais de race allemande qui remplissaient toutes les conditions requises par la loi sur la réforme agraire, et même à certains d'entre eux auxquels cette loi accorde un droit de préférence.

The German Government also considers that Poland has not fulfilled the obligations incumbent upon it in this respect under Article 1 of the Treaty of June 28th, 1919.

Since, pursuant to Article 35 of the Rules of Court, every application shall include, in addition to the specification of the subject of the dispute and the names of the Parties concerned, a succinct statement of facts and an indication of the claim, I have the honour briefly to state as follows, referring the Court for details of the actual cases to the Case which will be filed subsequently.

As early as 1926, the Polish Government, in carrying out the measures contemplated by the agrarian reform law, and in the preparation of the nominal rolls of landowners to be expropriated (years 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1932, 1933) which will be reproduced in the annex to the Case, and in execution of the decisions thus taken, particularly by the compulsory purchase of the areas entered in these rolls, caused Polish nationals of German race to contribute to an excessive extent to this reform, thereby discriminating against them, as regards both the number of landowners to which these measures were applied and the area expropriated.

Furthermore, the Polish Government has treated differently from the Polish majority a large number of members of the German minority, as regards the extent of the expropriations and the delimitation of the area to be expropriated. In particular, it has expropriated landowners of the German racial minority under conditions in which the law did not permit expropriation, or to an extent or in a way which does not leave them the area absolutely necessary to enable them profitably to work the remainder of their lands and the agricultural industries established upon them.

In the next place, the Polish Government, in the course of the various years enumerated above, as well as in 1931, has, on the average, deprived Polish nationals of German race of areas larger than those taken from members of the Polish majority and has inflicted special injury upon a large number of members of the minority by premature expropriation.

Similarly, the Polish Government has refused to grant to those having a claim thereto the additional allotments provided for in Article 5 of the agrarian reform law, or has only granted them to a much smaller extent than to nationals of Polish race.

As regards the allocation of the divided estates, the Polish authorities have applied discriminatory treatment and refused allotments to Polish nationals of German race who fulfilled all the conditions required by the agrarian reform law and even to some to whom that law gives a preferential right.

Dans la poursuite de sa politique antiminoritaire, le Gouvernement polonais s'est servi encore de deux autres moyens pour empêcher la généralité des ressortissants polonais de race allemande d'acquérir des terres.

Le droit de préemption que l'État polonais revendique s'applique à toute terre d'une superficie de plus de 1/8 d'hectare et est exercé par les autorités administratives d'après leur libre appréciation. Quoique le Gouvernement polonais ait déclaré à maintes reprises que ce droit ne serait exercé que pour des raisons économiques — ce qui serait conforme au but de l'arrêté du 23 décembre 1918 qui, d'après l'opinion des autorités polonaises, constitue la base juridique de ce droit —, le droit de préemption a été exercé en nombre de cas qui seront exposés en détail dans le Mémoire, où ces raisons d'ordre économique n'existent point, alors qu'apparaissent en toute évidence des motifs étrangers à la loi.

La même constatation s'impose lorsqu'on considère la pratique générale des autorités administratives quant à l'autorisation de la transcription de propriétés au livre foncier, qui ne devrait être refusée que pour les raisons légales énumérées dans l'article 3 de l'arrêté du 15 mars 1918, c'est-à-dire pour des considérations d'ordre économique.

Le Gouvernement polonais n'a rien entrepris pour rétablir l'état de droit et de fait conforme aux dispositions du Traité de Minorités, qui avaient été violées par des actes de ses autorités.

Le Gouvernement polonais a même enlevé aux membres de la minorité allemande le moyen de soumettre les décisions concrètes des autorités administratives au contrôle des instances judiciaires. La Cour suprême administrative, en effet, a établi la règle qu'elle n'a pas le droit d'examiner les motifs d'une décision rendue par les autorités administratives dans l'exercice de la libre appréciation qui leur est accordée par les lois et règlements. Tandis que dans la pratique antérieure les autorités étaient obligées d'indiquer leurs motifs dans les décisions mêmes laissées à leur libre appréciation — ce qui permettait de constater éventuellement l'existence d'un détournement de pouvoir —, l'article 75, alinéa 3, de l'arrêté présidentiel du 22 mars 1928 concernant la procédure administrative (*Dz. Ust.*, n° 36, pos. 341) a aboli le devoir pour les autorités administratives de joindre à leurs décisions l'exposé des motifs de fait et de droit.

Comme dans les cas que j'ai énumérés la décision est, suivant la loi et une pratique constante, laissée à la libre appréciation des autorités administratives, les personnes frappées par ces mesures restent pratiquement sans protection judiciaire.

In the carrying out of its anti-minority policy, the Polish Government has also employed two other means of preventing the great majority of Polish nationals of German race from acquiring lands.

The right of pre-emption claimed by the State of Poland applies in respect of any piece of land of an area of more than $\frac{1}{8}$ of a hectare and is exercised by the administrative authorities at their unfettered discretion. Though the Polish Government has repeatedly declared that this right would only be exercised on economic grounds—which would be in accordance with the aim of the decree of December 23rd, 1918, which, in the opinion of the Polish authorities, constitutes the legal basis of this right—the right of pre-emption has been exercised in a number of cases which will be described in detail in the Case, and in which no such economic reasons exist, whereas reasons not contemplated by the law are clearly apparent.

The same is to be observed as concerns the general practice of the administrative authorities with regard to the authorization of the transfer of estates in the land-register, which should only be refused on the legal grounds enumerated in Article 3 of the decree of March 15th, 1918, that is to say, on grounds of an economic nature.

The Polish Government has done nothing to re-establish a situation of law and fact consistent with the provisions of the Minorities Treaty which have been violated by the acts of its authorities.

The Polish Government has even deprived members of the German minority of the means of submitting the actual decisions of the administrative authorities before the courts: thus, the Supreme Administrative Tribunal has laid down that it has no right to investigate the grounds for a decision given by the administrative authorities in exercise of the unfettered discretion conferred upon them by the laws and regulations. Whereas, according to the previous practice, the authorities were obliged to indicate their reasons even in the case of decisions left to their unfettered discretion—which enable the existence of a possible misuse of powers to be observed—Article 75, paragraph 3, of the presidential decree of March 22nd, 1928, concerning administrative procedure (*Dz. Ust.*, No. 36, Pos. 341) has abolished the obligation of administrative authorities to append to their decisions a statement of the facts and law.

As, in the cases which I have enumerated, the decision is, in accordance with the law and consistent practice, left to the unfettered discretion of the administrative authorities, the persons affected by these measures are left practically without protection by the Courts.

II DEMANDE DE MESURES CONSERVATOIRES (I VII 33)

Le Gouvernement allemand prie la Cour permanente de Justice internationale de constater les infractions au Traité du 28 juin 1919 commises au préjudice des ressortissants polonais de race allemande et d'en ordonner la réparation.

Le Gouvernement allemand se réserve le droit de soumettre ultérieurement à la Cour tous mémoires, documents, moyens et preuves, et de présenter les conclusions prévues à l'article 40 du Règlement de la Cour.

Comme j'ai eu l'honneur de vous en informer par ma lettre du 26 mai 1933, le Gouvernement allemand a désigné comme agent dans cette affaire M. Viktor Bruns, professeur de droit à l'Université de Berlin, directeur de l'Institut de Droit public comparé et de Droit des gens, lequel, aux fins de la procédure, a été élu domicile au sens de l'article 35 du Règlement de la Cour à la légation d'Allemagne à La Haye.

La Haye, le 1^{er} juillet 1933.

Pour le Gouvernement allemand :
(Signé) JULIUS GRAF VON ZECH-BURKERSRODA,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

III. — DEMANDE DU GOUVERNEMENT ALLEMAND EN INDICATION DE MESURES CONSERVATOIRES

DANS L'AFFAIRE CONCERNANT L'APPLICATION DE LA RÉFORME
AGRAIRE A LA MINORITÉ ALLEMANDE DANS LES VOÏVODIES DE
POSNANIE ET DE POMÉRÉLIE, AINSI QUE LES QUESTIONS
CONNEXES.

A Monsieur le Greffier de la Cour permanente de Justice internationale.

Par requête de ce jour, le Gouvernement du Reich allemand a introduit contre la République de Pologne, devant la Cour permanente de Justice internationale, une instance relative à l'application de la réforme agraire à la minorité allemande dans les voïvodies de Posnanie et de Pomérélie, ainsi qu'aux questions connexes.

Le soussigné, agent du Gouvernement allemand dans cette affaire, a l'honneur d'adresser à la Haute Cour la présente requête en indication de mesures conservatoires, conformément à l'article 41 du Statut de la Cour et à l'article 57 du Règlement.

The German Government requests the Permanent Court of International Justice to declare that violations of the Treaty of June 28th, 1919, have been committed to the detriment of Polish nationals of German race and to order reparation to be made.

The German Government reserves the right subsequently to submit to the Court all memorials, documents and evidence, and to present the conclusions mentioned in Article 40 of the Rules of Court.

As I have had the honour to inform you by my letter of May 26th, 1933, the German Government has appointed as its Agent for this case M. Viktor Bruns, Professor of Law at the University of Berlin, Director of the Institute of Public Comparative Law and International Law, who, for the purposes of the case, has selected as his address, pursuant to Article 35 of the Rules, the German Legation at The Hague.

The Hague, July 1st, 1933.

For the German Government :

(Signed) JULIUS GRAF VON ZECH-BURKERSRODA,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

III.—APPLICATION BY THE GERMAN GOVERNMENT FOR THE INDICATION OF INTERIM MEASURES OF PROTECTION

IN THE CASE CONCERNING THE APPLICATION OF THE AGRARIAN
REFORM TO THE GERMAN MINORITY IN THE VOIVODESHIPS
OF POSNANIA AND POMERELIA AND KINDRED QUESTIONS.

[*Translation by the Registry.*]

*To the Registrar of the Permanent Court of International
Justice.*

By an Application dated this day, the Government of the German Reich has brought before the Permanent Court of International Justice a suit concerning the application of the agrarian reform to the German minority in the voivodeships of Posnania and Pomerelia and kindred questions.

The undersigned, being the Agent for the German Government in this suit, has the honour to submit to the Court the present Application for the indication of interim measures of protection, pursuant to Article 41 of the Statute and Article 57 of the Rules of Court.

L'application de la réforme agraire a été l'objet, de la part des ressortissants polonais de race allemande, de différentes pétitions adressées au Secrétaire général de la Société des Nations. L'examen de ces pétitions a abouti à une lettre du Comité de minorités adressée au Conseil le 23 mai 1931, et dans laquelle le Comité arrive à la conclusion suivante :

« L'application normale de la réforme agraire rectifiera graduellement la disproportion qui existe actuellement entre la contribution à la réforme agraire des propriétaires appartenant à la minorité allemande et celle des propriétaires appartenant à la majorité polonaise. Il doit être considéré comme entendu, de l'avis du Comité, que, s'il était nécessaire, le Gouvernement polonais ne manquerait pas de prendre les mesures nécessaires pour assurer cette rectification. »

Malgré cette constatation du Comité, le Gouvernement polonais n'a pas réparé les infractions aux obligations du Traité de Minorités; il a même poursuivi l'application différentielle de la réforme agraire aux ressortissants polonais de race allemande.

Le Gouvernement allemand, ayant appris par de nouvelles pétitions émanant de la minorité allemande que la politique agraire du Gouvernement polonais n'avait pas changé, a saisi le Conseil de la Société des Nations, par sa lettre du 19 janvier 1932, en sa qualité de Membre du Conseil et se basant sur l'article 12 du Traité de Minorités, de l'ensemble des questions soulevées à ce propos.

Dans son rapport présenté le 9 décembre 1932, le Comité institué par la résolution du Conseil du 21 mai 1932 a également constaté une disproportion très considérable entre la contribution à la réforme agraire des propriétaires appartenant à la minorité allemande et celle des propriétaires appartenant à la majorité polonaise, par rapport à la répartition de la grande propriété entre ces deux catégories de propriétaires avant l'application de la réforme agraire. Sans entrer dans un examen des cas d'espèce, il a proposé une rectification générale à la disproportion générale constatée par lui. Cette rectification devait prendre, de l'avis du Comité, « la forme d'une suspension dans la mesure nécessaire de l'exécution des listes nominatives antérieures jusqu'à ce qu'une rectification totale de la disproportion constatée dans le paragraphe 2 ci-dessus ait été obtenue, c'est-à-dire que les 5.500 hectares en Poznan et les 3.900 hectares en Pomorze, dont l'expropriation effective serait ainsi suspendue, ne pourraient être effectivement expropriés que lorsqu'une telle expropriation pourrait avoir lieu sans créer de nouveau une disproportion entre la contri-

The application of the agrarian reform has been the subject of various petitions from Polish nationals of German race to the Secretary-General of the League of Nations. After examination of these petitions, the Minorities Committee addressed a letter to the Council on May 23rd, 1931, in which it arrived at the following conclusion :

"The normal application of the agrarian reform will gradually correct the existing disparity between the respective contributions to the agrarian reform of owners belonging to the German minority and owners belonging to the Polish majority. In the Committee's opinion, it must be regarded as understood that, if it were necessary, the Polish Government would not fail to take the necessary steps to secure such correction."

Notwithstanding this statement made by the Committee, the Polish Government has not made good the violations of the obligations incumbent upon it under the Minorities Treaty; it has even continued in its application of the agrarian reform to discriminate against Polish nationals of German race.

The German Government, having learnt from fresh petitions presented by the German minority that the Polish Government's agrarian policy had not changed, in its capacity as Member of the Council of the League of Nations and pursuant to Article 12 of the Minorities Treaty, brought all the questions raised in this connection to the notice of the Council of the League of Nations by its letter of January 19th, 1932.

In its report submitted on December 9th, 1932, the Committee appointed by the Council Resolution of May 21st, 1932, likewise noted a very considerable disparity between the contribution to the agrarian reform of landowners belonging to the German minority and that of landowners belonging to the Polish majority, as compared with the proportions in which large estates were divided between these two categories of landowners before the application of the agrarian reform. Without entering upon an examination of individual cases, it proposed a general rectification of the general disproportion observed by it. This rectification, in the view of the Committee, should, "as far as is necessary, take the form of a suspension of all measures in application of the previous nominal lists pending complete rectification of the disparity noted in paragraph 2 above; in other words, actual expropriation of the 5,500 hectares in Poznan and the 3,900 hectares in Pomorze, thus temporarily exempted, would be suspended until such time as it could be applied without again leading to disparity between the respective contributions

bution à la réforme agraire des propriétaires minoritaires et majoritaires ».

Le Gouvernement polonais lui-même s'est déclaré prêt à accepter ce rapport du Comité et a ainsi reconnu la constatation du Comité sur le traitement discriminatoire des ressortissants polonais de race allemande et la nécessité d'une suspension de l'expropriation effective des biens minoritaires portés aux listes nominatives.

Le Gouvernement allemand n'a pas accepté le rapport du Comité, parce qu'il était d'avis que la rectification globale proposée dans le rapport ne ferait pas disparaître la discrimination individuelle appliquée à la minorité dans les cas spéciaux, et qu'en particulier elle ne comporterait aucun redressement pour les propriétés allemandes mises à tort à contribution.

Malgré le fait qu'il a lui-même reconnu la disproportion constatée par le Comité du Conseil, le Gouvernement polonais a publié le 31 mars de la présente année une nouvelle liste nominative à laquelle sont portés pour une superficie de 1.415 hectares neuf propriétaires de race allemande, à côté de trois propriétaires de la majorité polonaise avec une superficie de 660 hectares. Cette liste ajoute donc encore à la disproportion de la minorité et de la majorité dans la participation forcée à la réforme agraire.

En outre, le Gouvernement polonais a poursuivi l'exécution des expropriations des membres de la minorité allemande qui figuraient sur les listes antérieures.

Ainsi, le 29 mars 1933, l'Office agraire s'est attribué les 300 hectares de la propriété de Falmierowo appartenant à M. Ramm, qui avait été inscrite en 1929 dans la liste nominative.

De même, le 14 avril 1933, l'Office agraire s'est approprié les 737 hectares des propriétés de Polski Konopat et de Las-kowice appartenant à M. von Gordon, qui avait été inscrit en 1930 pour la troisième fois à la liste nominative, et à qui de cette façon a été enlevé le reste de la superficie de ses biens-fonds qui avait été destiné par l'administration à être exproprié.

L'Office agraire a même pris tout récemment les dernières mesures pour se faire transférer le droit de propriété de 652 hectares faisant partie du domaine de Dembowo appartenant à M. Martini.

Dans ces trois cas, les autorités polonaises ont procédé à des mesures qui, en général, précèdent immédiatement l'installation des colons, et il est à craindre que celle-ci n'ait lieu très prochainement.

Ainsi, ces membres de la minorité allemande sont déjà ou seront sous peu privés non seulement de la possession et de la

of minority and majority landowners to the agrarian reform”.

The Polish Government itself declared that it was prepared to accept this report of the Committee, and thus recognized that the finding of the Committee regarding the discriminative treatment applied to Polish nationals of German race was just and that a suspension of the actual expropriation of the minority estates included in the nominal lists was necessary.

The German Government did not accept the Committee's report because it held that the general rectification proposed in the report would not do away with the discriminative treatment applied to the minority in individual cases and that, in particular, it would entail no redress for the German estates wrongfully compelled to contribute.

Notwithstanding the fact that it had itself acknowledged the disparity noted by the Committee of the Council, the Polish Government, on March 31st of this year, published a new nominal list containing nine landowners of German race in respect of an area of 1,415 hectares, as compared with three landowners of the Polish majority, in respect of an area of 660 hectares. This list therefore still further increases the disparity between the minority and the majority as regards compulsory participation in the agrarian reform.

Furthermore, the Polish Government has proceeded with the expropriations of members of the German minority appearing in previous lists.

Thus, on March 29th, 1933, the Agrarian Office took over the 300 hectares of the Falmierowo Estate belonging to M. Ramm, who had been included in the nominal list in 1929.

Similarly, on April 14th, 1933, the Agrarian Office took possession of the 737 hectares of the estates of Polski Konopat and Laskowice, belonging to M. von Gordon, who had been included in 1930 for the third time in the nominal list and who has thus been deprived of the remainder of that part of his estates which had been earmarked by the administration for expropriation.

The Agrarian Office has even quite recently taken the final steps to transfer to itself the ownership of 652 hectares forming part of the estate of Dembowo belonging to M. Martini.

In these three cases, the Polish authorities have taken steps which, as a general rule, immediately precede the installation of settlers, and it is to be feared that this will very shortly occur.

Thus, these members of the German minority already are, or very shortly will be, deprived not only of the possession and

jouissance de leurs biens-fonds, mais également de leur droit de propriété, perte qui ne saurait être réparée moyennant le versement d'une simple indemnité ou par une autre prestation matérielle.

L'activité récente des autorités agraires, qui vient de s'accroître de plus en plus dans les dernières semaines, indique que le Gouvernement polonais a l'intention de poursuivre sa politique contraire aux dispositions du Traité du 28 juin 1919.

Tous ces faits démontrent le danger imminent que courent tous les propriétaires de la minorité allemande dont les propriétés se trouvent inscrites aux listes nominatives. Comme le Gouvernement polonais ne cesse de prendre les mesures d'exécution des listes nominatives déjà publiées et qu'il procède à la publication de nouvelles listes frappant des membres de la minorité allemande, il y a lieu de sauvegarder, durant le cours de la procédure sollicitée de la Cour, les droits de la minorité qui sont en litige.

Pour ces raisons, le Gouvernement allemand prie la Cour d'indiquer, en attendant l'arrêt définitif que la Cour rendra en l'affaire visée par la requête, les mesures conservatoires pour maintenir le *statu quo*.

Berlin, le 1^{er} juillet 1933.

L'Agent du Gouvernement allemand:
(Signé) Dr VIKTOR BRUNS.

enjoyment of their estates, but also of their right of ownership, a loss which cannot be made good by the mere payment of an indemnity or by compensation in any concrete form.

The recent activity of the agrarian authorities, which has become more and more noticeable in the last few weeks, indicates that the Polish Government intends to pursue its policy, which is inconsistent with the provisions of the Treaty of June 28th, 1919.

All these facts show the imminent danger in which stand all landowners of the German minority whose estates are included in the nominal lists. As the Polish Government continues to take measures of expropriation in respect of the nominal lists already published and to publish new lists affecting members of the German minority, it is necessary to protect the minority rights in dispute for the duration of the proceedings before the Court.

For these reasons, the German Government requests the Court to indicate interim measures of protection in order to preserve the *status quo*, until the Court has finally delivered judgment in the suit submitted by the Application.

Berlin, July 1st, 1933.

(Signed) Dr. VIKTOR BRUNS,
Agent for the German Government.
